



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 31 mars 2022**



Table des matières

Mission inclusion	3
	4
Champs d'action au Québec	5
Des paniers de légumes commandités	6
L'Hebdo Mékinac/des Chenaux – 2022-03-16	6
« Implanter pour nourrir » se déploie dans les Hautes-Laurentides	7
L'info de la Lièvre – 2022-03-23	7
Huit municipalités de Brome-Missisquoi visent une plus grande autonomie alimentaire	9
Journal Le Guide – 2022-03-24	9
Un motel sera converti en logements pour personnes itinérantes	10
Le Reflet – 2022-03-28	10
Vaste projet d'hébergement multigénérationnel et social à Rimouski	12
Le Soleil – 2022-03-29.....	12
Un jardin collectif dans Saint-Henri	14
Métro – 2022-03-29	14
Une cuisine dans Saint-Roch pour nourrir les enfants défavorisés	16
Le Soleil – 2022-02-30.....	16
Une clinique mobile à Mont-Tremblant	18
L'Info du Nord – 2022-03-30 – p. 30.....	18
Champs d'action à l'international	20
L'Afrique face aux retombées économiques de la guerre en Ukraine	21
La Presse – 2022-03-16	21
Marcel Groleau invite la population à donner généreusement	23
Hebdo Régional – 2022-03-16 – p. 8.....	23
132 millions de dollars pour améliorer la sécurité alimentaire et les infrastructures routières en Haïti	25
Le Nouvelliste – 2022-03-18.....	25
Éthiopie: toujours aucun convoi d'aide au Tigré, gouvernement et rebelles s'accusent	27
Le Soleil – 2022-03-29.....	27
Actualité à surveiller	29
Un observatoire pour l'égalité femmes-hommes dans la francophonie	30
Le Devoir – 2022-03-19	30



Mission inclusion



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Des paniers de légumes commandités

L'Hebdo Mékinac/des Chenaux – 2022-03-16

Par : Audrey Leblanc

En contexte de pandémie, quoi faire avant de consulter ?

-  **J'ai un résultat positif à la COVID-19.**
DÉBUTER LES SOINS À LA MAISON
-  **J'ai des questions sur ma santé.**
APPELER INFO-SANTÉ 811
-  **J'ai des inquiétudes ou je vis une situation difficile.**
APPELER INFO-SOCIAL 811
-  **Je souhaite renouveler mes ordonnances.**
EN PARLER AVEC VOTRE PHARMACIEN(NE)

[Québec.ca/besoinsanté](https://quebec.ca/besoinsanté)

 

6 - L'HEBDO MÉKINAC / DES CHENAUX - www.hebdomedekindeschenaux.ca - le 16 mars 2022.



Réseau routier : plus de 485 000\$ pour Notre-Dame-du-Mont-Carmel

SANDRA LACROIX
sandra.lacroix@medias.ca

NOTRE-DAME-DU-MONT-CARME Le gouvernement du Québec accorde une aide financière de 485 000 \$ à la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel afin de la soutenir dans l'amélioration de son réseau routier local. Cette somme permettra de contribuer à la réalisation du projet de réfection d'une portion de 660 mètres du rang Saint-Félix, entre l'intersection de la route 157 et la 5^e Rue du lac Doucet.

« Ce tronçon était sur notre plan d'intervention, mais à peine de trois quarts de million de dollars, c'était impensable de le réaliser sans aide », ajoute le maire de la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Luc Dostaler.



Des paniers de légumes commandités

AUDREY LEBLANC
a.leblanc@medias.ca

SAINTE-ANNE-DE-LA-PÉRADE Les propriétaires du Jardin des Louves, Catherine Gravel et Isabelle Girard Meunier, souhaitent mettre sur pied un projet de paniers partage. Concrètement, cela consiste à offrir des paniers de légumes commandités par des entreprises à des gens de la MRC des Chenaux.

Cet été, pour démarrer le projet, l'objectif est de faire commanditer une quinzaine de paniers. « On lance l'appel aux entreprises de la région qui aimeraient faire partie du projet. On a déjà quatre paniers commandités. Le Groupe Lafrenière Tracteurs de Sainte-Anne-de-la-Pérade ont déjà confirmé qu'ils sont avec nous dans ce projet », mentionne Catherine.

La Maison de la famille des Chenaux est également jointe à cette initiative en sécurité alimentaire. Avec la collaboration du Comité de développement social des Chenaux, le Jardin des Louves distribuera ces paniers chaque semaine aux gens dans le besoin.

Pour joindre le mouvement ou obtenir des détails supplémentaires, les gens peuvent écrire à jardindeslouves@gmail.com ou téléphoner à Catherine Gravel au 418-325-5505.

Les propriétaires du Jardin des Louves, Catherine Gravel et Isabelle Girard Meunier, souhaitent mettre sur pied un projet de paniers partage. Concrètement, cela consiste à offrir des paniers de légumes commandités par des entreprises à des gens de la MRC des Chenaux.

Cet été, pour démarrer le projet, l'objectif est de faire commanditer une quinzaine de paniers. « On lance l'appel aux entreprises de la région qui aimeraient faire partie du projet. On a déjà quatre paniers commandités. Le Groupe Lafrenière Tracteurs de Sainte-Anne-de-la-Pérade ont déjà confirmé qu'ils sont avec nous dans ce projet », mentionne Catherine.

La Maison de la famille des Chenaux s'est également jointe à cette initiative en sécurité alimentaire. Avec la collaboration du Comité de développement social des Chenaux, le Jardin des Louves distribuera ces paniers chaque semaine aux gens dans le besoin.

Pour joindre le mouvement ou obtenir des détails supplémentaires, les gens peuvent écrire à jardindeslouves@gmail.com ou téléphoner à Catherine Gravel au 418-325-5505.

[Retour à la table des matières](#)



« Implanter pour nourrir » se déploie dans les Hautes-Laurentides

L'info de la Lièvre – 2022-03-23

Par : Maxim Ouellette-Legault

<https://infodelalievre.ca/actualites/2022/03/23/implanter-pour-nourrir-se-deploie-dans-les-hautes-laurentides/>

Le gouvernement a récemment annoncé qu'une somme de 1 347 127\$ a été allouée pour la réalisation de 20 projets dans la région des Laurentides. L'un de ces projets, intitulé « Implanter pour nourrir », aura des répercussions dans trois MRC des Laurentides, incluant la MRC d'Antoine-Labelle.

Pour le projet « Implanter pour nourrir », c'est un montant de 50 000\$ qui a été versé. Ce grand projet comporte différents sous-projets. Le montant sera divisé équitablement dans:

- la MRC d'Antoine-Labelle;
- la MRC des Laurentides;
- la MRC de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Dans la MRC des Laurentides et dans la MRC de Thérèse-de-Blainville, des montants de 16 666\$ seront respectivement utilisés pour l'implantation de nouveaux jardins.

C'est donc un montant de 16 666\$ qui sera utilisé pour cinq projets dans la MRC d'Antoine-Labelle. Cette fois, le montant ne sera pas divisé équitablement, car les besoins sont différents pour chacun des projets.

Dans le secteur de la Lièvre

Une partie de ce montant sera utilisée pour la construction d'un abri pour les bénévoles afin de les protéger du soleil et de la pluie, ainsi qu'une structure pour accueillir des gens à Cultiver pour nourrir.

Une autre partie des fonds a été utilisée pour la construction d'un nouveau jardin communautaire à Sainte-Anne-du-Lac, aménagé au début de l'été 2021. Ce nouveau jardin se situe sur le coin des rues Principale et Notre-Dame.

Le projet « implanter pour nourrir » a aussi accordé un montant de 2 500\$ pour la mise en place d'un nouveau jardin communautaire à Ferme-Neuve. Ce nouveau jardin est situé sur la 6e Avenue, entre le garage municipal et la caserne de pompiers. Ce nouveau jardin communautaire a remplacé l'ancien jardin, qui était situé sur la 4e rue et où plusieurs équipements avaient été vandalisés et volés.

Marie-Pierre Gauthier, coordonnatrice des loisirs et de la vie communautaire à la Municipalité de Ferme-Neuve, explique que les bacs de jardinage sur pied qui étaient utilisés dans l'ancien jardin communautaire ont été déplacés au nouveau jardin.

Dans la Vallée de la Rouge

À Nominique, c'est 3 500\$ qui ont été investis pour le jardin communautaire qui existait déjà depuis 2010, situé au 2281, rue Saint-Charles-Borromée. La Municipalité de Nominique, qui



louait le terrain pour le jardin communautaire, a finalement décidé de l'acheter, puis a démolé les bacs de jardinage qui étaient usés et a procédé à la reconstruction de ces derniers.

Le 5e projet « Implanter pour nourrir » dans la MRC d'Antoine-Labelle concerne l'amélioration d'un aménagement à Rivière-Rouge, issu d'un projet d'ilots fruitiers du nom de la « Route à croquer », qui avait vu le jour en 2018 dans 14 municipalités de la MRC d'Antoine-Labelle.

Ces 14 municipalités possèdent cinq ilots fruitiers clôturés, dont certains portent déjà leurs fruits. À Rivière-Rouge, c'est 15 arbres fruitiers qui ont été plantés, avec l'aide de plusieurs organismes. Deux arbres fruitiers ont été plantés au jardin communautaire du secteur de Sainte-Véronique et 13 ont été plantés derrière l'école du Méandre à Rivière-Rouge.

L'organisme Comité citoyen de Rivière-Rouge a décidé de remplacer les arbres en mauvais état et réaménager l'espace clôturé. Le projet « Implanter pour nourrir » a permis d'accorder 2 000\$ pour aider le comité citoyen de Rivière-Rouge à réaménager l'espace de la « Route à croquer » à Rivière-Rouge, ainsi que de permettre la construction de bacs de jardinage surélevés dans les deux jardins communautaires de la municipalité de Rivière-Rouge.

Précisions

Puisque sur papier, le montant a été versé à Cultiver pour nourrir, alors que le projet « Implanter pour nourrir » est porté par la Table de concertation en sécurité alimentaire, Marie-France Lavoie, directrice de Cultiver pour nourrir et coordonnatrice de la Table de concertation en sécurité alimentaire, désire établir la différence entre ces institutions.

Elle explique que « Cultiver pour nourrir n'a pas obtenu 50 000\$. Cultiver pour nourrir n'est que fiduciaire du projet, même si c'est Cultiver pour nourrir qui a reçu le montant sur papier. C'est en fait la Table de concertation en sécurité alimentaire qui a fait le projet. La Table de concertation en sécurité alimentaire s'est alliée avec la MRC des Laurentides et la MRC de Thérèse de Blainville pour obtenir le financement pour tous ces projets ».

Marie-France Lavoie explique aussi que les gens mélangent souvent Cultiver pour nourrir et la Table de concertation en sécurité alimentaire, car « initialement, Cultiver pour nourrir est un projet issu de la Table de concertation en sécurité alimentaire. En développant Cultiver pour nourrir, il est devenu autonome et incorporé, même si les deux entités se trouvent dans les mêmes bureaux ». Ce sont donc deux entités à part entière, mais qui travaillent ensemble.

[Retour à la table des matières](#)



Huit municipalités de Brome-Missisquoi visent une plus grande autonomie alimentaire

Journal Le Guide – 2022-03-24

Par : Claude Hebert

<https://www.journalleguide.com/actualite/huit-municipalites-de-brome-missisquoi-visent-une-plus-grande-autonomie-alimentaire/>

ALIMENTATION. Huit municipalités de Brome-Missisquoi entreprennent de façon conjointe l'élaboration d'un plan de développement qui devrait permettre à chacune d'elles d'accroître son autonomie alimentaire.

La réalisation du plan de développement de communautés nourricières (PDCN) des municipalités de Bolton-Ouest, Brigham, Cowansville, Farnham, Frelighsburg, Lac-Brome, Notre-Dame-de-Stanbridge et Saint-Ignace-de-Stanbridge se déroulera en plusieurs étapes.

Il s'agira d'abord de dresser un portrait et un diagnostic du système alimentaire local. Ces connaissances permettront ensuite aux municipalités participantes de se doter d'une vision d'avenir commune et d'élaborer un plan d'action pour atteindre leurs objectifs.

L'atteinte d'une plus grande autonomie alimentaire peut notamment passer par la mise en place de mesures favorisant le démarrage de nouvelles entreprises agricoles, la rétention des producteurs déjà en place ou l'élaboration d'initiatives destinées à encourager l'achat local.

La Ville de Cowansville agira comme maître d'œuvre dans ce dossier en vertu du mandat qui lui a été confié par les municipalités voisines. Le projet bénéficiera d'une aide financière de 33 500 \$ du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) allouée dans le cadre du Programme d'appui au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région.

«En élaborant un plan de développement de communautés nourricières, les collectivités participantes s'engagent à soutenir une alimentation de proximité et une plus grande autonomie alimentaire locale. La démarche leur permettra de planifier leur activité agricole en dressant un inventaire des lieux propices à l'agriculture, en posant un diagnostic de leur système alimentaire, en se donnant une vision concertée et en établissant un plan d'action pour assurer la mise en valeur de leur communauté nourricière», explique la députée de Brome-Missisquoi, Isabelle Charest.

En plus d'être éligibles à une aide financière pouvant couvrir jusqu'à 50 % des dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par projet, les municipalités participantes pourront bénéficier du soutien technique du Centre local de développement (CLD) de Brome-Missisquoi et du groupe de services-conseils OROKOM pour une période d'un an.

Les municipalités de de Bolton-Ouest, Brigham, Cowansville, Farnham, Frelighsburg, Lac-Brome, Notre-Dame-de-Stanbridge et Saint-Ignace-de-Stanbridge ont jusqu'au 15 février 2023 pour élaborer leur PDCN.

[Retour à la table des matières](#)



Un motel sera converti en logements pour personnes itinérantes

Le Reflet – 2022-03-28

Par : Paula Dayan-Perez

La situation géographique du motel Rustik, sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, était particulièrement intéressante pour la FROHME. (Photo : Le Soleil – Paula Dayan-Perez)
Le motel Rustik de Châteauguay sera transformé en 31 logements sociaux pour des personnes itinérantes ou à risque d'itinérance, a annoncé la Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie (FROHME) le vendredi 25 mars.

La majorité des appartements devraient être livrés vers la fin de l'année 2022, indique Martin Bécotte, directeur de la FROHME. À l'exception de trois nouveaux logements qui seront complètement construits au deuxième étage, les travaux de transformation du motel consisteront surtout à la modification du système de ventilation, à la réfection de la façade et à l'adaptation de l'immeuble pour respecter les règles de sécurité incendie. Chaque chambre de l'ancien motel deviendra un appartement studio meublé.

«Dans notre travail, on est témoins chaque jour du besoin important en logements», explique M. Bécotte en ajoutant qu'un autre organisme à Châteauguay, l'Élan des Jeunes, reçoit un financement du gouvernement fédéral pour soutenir les personnes itinérantes dans le marché privé.

«Malgré qu'il y avait de l'argent pour aider 20 personnes, ils pouvaient aider seulement 4 personnes parce qu'il n'y a pas suffisamment de logements disponibles dans le marché privé», dit-il.

La situation géographique du bâtiment situé sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste était particulièrement intéressante pour la FROHME car il est près de plusieurs services publics et desservi par les transports en commun.

Partenariat avec Kahnawake et le CISSSMO

De plus, comme le territoire de Kahnawake est situé tout près du lieu, le Conseil mohawk de Kahnawake est devenu partenaire du projet. Un minimum de cinq logements sera réservé à des personnes issues de la communauté autochtone. L'équipe des Services sociaux de Kahnawake leur fournira de l'accompagnement.

La FROHME a également formé un partenariat avec le CISSS de la Montérégie-Ouest (CISSSMO), qui aura des intervenants sur place environ 17 heures par semaine, fait savoir David Gaulin, directeur des programmes Santé mentale et Dépendance au CISSSMO.

Une liste de futurs locataires sera créée par un comité permanent regroupant le CISSSMO, les Services sociaux de Kahnawake et possiblement d'autres organismes communautaires.

Projet repris par l'Initiative pour la création rapide de logements

D'une valeur de 6 M\$, le projet sera financé par le programme de l'Initiative pour la création rapide de logements. La FROHME avait initialement proposé cette initiative en 2021, sans succès.



«Ce qui est arrivé, c'est qu'on a fait une première tranche parce qu'il y avait trop d'applications, explique Brenda Shanahan, députée fédérale pour Châteauguay-Lacolle. On a travaillé pour mettre plus d'argent dans la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour le programme.»

En février 2022, les gouvernements du Canada et du Québec ont annoncé qu'un montant supplémentaire de 338 M\$ serait versé dans ce programme. Alors que le financement provient du fédéral, c'est le provincial qui décide où les sommes sont attribuées.

Les locataires de l'immeuble pourraient aussi bénéficier d'une aide additionnelle pour se loger dans le cadre du Programme de supplément au loyer de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Cette aide, qui pourrait atteindre 3,5 M\$ sur 20 ans, sera assumée à 90 % par la SHQ et à 10 % par la Ville de Châteauguay.

[Retour à la table des matières](#)



Vaste projet d'hébergement multigénérationnel et social à Rimouski

Le Soleil – 2022-03-29

Par : Johanne Fournier

<https://www.lesoleil.com/2022/03/30/vaste-projet-dhebergement-multigenerationnel-et-social-a-rimouski-e95b728d7d034b6e2728e6a8701c8546>

Il y a longtemps que la Congrégation des sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire souhaitait la requalification de leur maison mère de Rimouski, devenue beaucoup trop grande pour les 184 religieuses qui y demeurent. Leurs prières ont été exaucées puisque l'énorme bâtiment de 400 000 pieds (121 920 mètres) carrés de plancher sera mis à la disposition de la communauté rimouskoise qui fait face à une crise du logement sans précédent. En collaboration avec Serviloge, le projet de conversion, évalué à au moins 50 millions\$, est en cours.

Depuis deux ans, la congrégation religieuse et l'organisme à but non lucratif travaillent sur ce projet de transformation de l'important domaine patrimonial situé au cœur de la ville de Rimouski. «Ce projet se veut devenir un phare pour le développement social et culturel, souligne la présidente de l'organisme spécialisé en immobilier social. Nous désirons créer un milieu de vie dynamique, vivant, sécuritaire pour les familles et les personnes à faible revenu ainsi que les personnes vulnérables.»

Francine St-Cyr prévient cependant que le projet ne peut être réalisé en vase clos. «Serviloge souhaite impliquer toute la communauté rimouskoise. Il s'agit d'un projet de société, où la confiance et l'appui du milieu font partie des conditions essentielles pour sa réussite.»

Si 22% des ménages de la MRC de Rimouski-Neigette sont à faible revenu, il est devenu urgent, selon Mme St-Cyr, de construire des logements abordables. «La plus grande partie des ménages de la région n'a pas accès financièrement à des logements privés pour personnes âgées, ceux-ci représentant une dépense annuelle de plus de 22 000\$ par année. Cette dépense pour le logement privé est inabordable pour un ménage à revenu modeste puisqu'elle laisse une marge très réduite pour assurer les autres coûts comme la nourriture, l'habillement, les médicaments.»

Un projet conforme à la mission des religieuses

Selon la supérieure générale de la congrégation, l'idée de la vente et de la requalification de la maison mère remonte à 2015. «Nous étions placées devant une démographie décroissante importante et le vieillissement de nos effectifs», raconte Sr Marie-Alma Dubé. C'est ainsi que les religieuses ont dû élaborer des scénarios d'avenir de leurs propriétés qui devaient répondre à leurs valeurs et à des besoins existants dans leur milieu.» La religieuse précise que sa congrégation porte cette mission depuis 147 ans.

«En accord avec toute la congrégation, le désir s'est exprimé de voir notre maison mère devenir un lieu intergénérationnel et dynamique, qui soit au service de la communauté rimouskoise et des environs, un lieu où notre mission, dans sa dimension éducative, sociale et spirituelle, pourra continuer autrement, tout en assurant la pérennité du bâtiment que nous ont légué nos devancières», a-t-elle ajouté.

Sr Marie-Alma reconnaît cependant que le défi est grand. «Une question importante s'est posée: qui va faire alliance avec nous pour réaliser nos orientations?, interroge la supérieure générale.



C'est alors que Serviloge, porteur d'une mission et de valeurs qui s'apparentent aux nôtres, a levé la main pour nous signifier son intérêt à relever ce grand défi. Peu à peu, le projet prend forme.»

Vaste complexe d'hébergement multigénérationnel et social

Les personnes engagées dans le projet: Sr Marie-Alma Dubé, Philippe Dufort, Francine St-Cyr, Mario Canuel et Guy Dionne.

Les personnes engagées dans le projet: Sr Marie-Alma Dubé, Philippe Dufort, Francine St-Cyr, Mario Canuel et Guy Dionne.

COLLABORATION SPÉCIALE JOHANNE FOURNIER

Le bâtiment construit en 1906 occupe un espace de plus de 7 hectares comprenant des vergers ainsi que de vastes espaces de détente et de déambulation. Les 184 sœurs partageront avec des laïcs des espaces qui étaient autrefois réservés à la congrégation. Le projet prévoit 300 logements et chambres adaptés avec des services alimentaires complets et de l'aide pour les personnes en perte d'autonomie.

La construction de 144 nouveaux logements abordables en deux phases est aussi prévue. Serviloge a déjà reçu la confirmation d'un financement de 7,77 millions\$ pour une première phase de 44 logements. «On va continuer à demander des subventions pour une autre phase, fait savoir Mme St-Cyr. Si nous réussissons à avoir l'appui de la communauté et de nos partenaires, une nouvelle demande de financement de 100 logements sera bientôt déposée dans le cadre du programme d'habitation annoncé par la SHQ [Société d'habitation du Québec] en mars.»

Plusieurs chambres seront rénovées et réaménagées afin d'être mises à la disposition de la population laïque au fur et à mesure de la décroissance démographique des sœurs. Il y aura également un centre de soins de santé physique et mentale adapté aux personnes âgées, qui comprendra 63 chambres dédiées aux soins de longue durée.

De plus, le lieu hébergera un regroupement d'organismes à vocation sociale et communautaire. «On y travaillera, entre autres, à développer un pôle régional d'expertise en gérontologie sociale», précise le vice-président de Serviloge, Mario Canuel. Puis, une autre section du vaste bâtiment sera réservée à des organismes principalement voués à l'histoire, au patrimoine, aux arts et à la culture. Bibliothèque et Archives nationales du Québec étudie actuellement la possibilité d'y aménager son centre d'archives pour le Bas-Saint-Laurent. Par ailleurs, les sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire souhaitent y installer un espace permanent d'exposition et d'interprétation de leur histoire.

Les vergers et les espaces extérieurs actuellement aménagés seront conservés et bonifiés pour créer un nouveau parc de détente et d'animation ouvert à la population du quartier. «On y trouvera des sentiers de déambulation et d'interprétation historique et patrimoniale, des lieux d'animation culturelle, des espaces de détente et des jardins communautaires», décrit M. Canuel.

[Retour à la table des matières](#)



Un jardin collectif dans Saint-Henri

MéTRO – 2022-03-29

Par : Alicia Casteras

<https://journalmetro.com/local/sud-ouest/2799216/jardin-collectif-saint-henri/>

Le parc du Lac-à-la-Loutre, qui a fait peau neuve, accueille désormais un jardin collectif qui permettra aux citoyens de pratiquer l'agriculture urbaine. L'écoquartier du Sud-Ouest, mandaté par l'Arrondissement, clôture sa recherche de jardiniers qui souhaitent intégrer le projet.

Il y a maintenant un mois, l'écoquartier du Sud-Ouest, soutenu par l'OBNL et Les YMCA du Québec, lançait son appel aux riverains de Saint-Henri qui voudraient jardiner au sein du potager collectif situé dans le parc du Lac-à-la-Loutre.

Contrairement au fonctionnement d'un jardin communautaire où l'espace est divisé en parcelles gérées individuellement par chaque personne, le jardin collectif permet à tout le monde de s'impliquer pour faire les choses en commun. Ainsi, un groupe entier s'associe à une équipe pour gérer l'ensemble des lopins de terre, se partager les outils et établir un calendrier des tâches.

Recrutement des jardiniers

Le recrutement des jardiniers se poursuit jusqu'à fin mars.

Crédits: Gracieuseté.

«On essaye d'avoir des profils différents, certains qui s'y connaissent déjà en jardinage et d'autres pas du tout», explique Michel Guarinoni, coordonnateur verdissement et agriculture urbaine pour l'écoquartier du Sud-Ouest, qui mise sur la participation de 60 à 70 personnes pour lancer le jardin collectif.

«Selon moi, pour que ce genre d'initiative marche, il faut que ce soit à côté de chez soi. C'est un critère important d'implication, car aller arroser ses tomates à 20 minutes d'auto, ce n'est pas le fun», ajoute-t-il.

Une fois le recrutement des jardiniers terminé d'ici début avril, les premières corvées devraient débuter dans le courant du mois, si la météo le permet, pour des premières pousses espérées en mai. Au moment des récoltes, les denrées seront réparties entre les différents jardiniers qui pourront choisir librement leur mode de partage.

«Les personnes qui se seront le plus investies au jardin pourront par exemple décider d'emporter un peu plus que les autres. Ou alors il peut aussi être décidé de faire des dons à un organisme d'aide alimentaire», conclut Michel Guarinoni.

Visite guidée du jardin

«Ce jardin collectif a pour objectif de favoriser la transition écologique et l'inclusion sociale», affirme Corinne Laforce-Lavoie, l'architecte paysagiste conceptrice du jardin collectif.

Les citoyens pourront bénéficier de 35 jardins à terre, de 4 bacs à accessibilité universelle ainsi que de 2 bacs surélevés. Toutes les installations nécessaires, comme les sorties d'eau, ont également été réalisées sur place.



«Le mobilier en bois a été fabriqué avec du bois de frêne de Montréal récupéré», précise également l'architecte, qui a aussi pensé à une zone expérimentale dont le but sera non pas de jardiner nécessairement pour obtenir une récolte, mais pour que les écoles, CPE et autres camps de jour puissent faire des essais et des tests, afin de laisser parler leur créativité.

Avec ce projet, l'architecte souhaite «ramener de la nature en ville, permettre aux riverains de se connecter aux valeurs de bases comme le partage, le respect de la nature, et revaloriser les denrées non transformées».

[Retour à la table des matières](#)



Une cuisine dans Saint-Roch pour nourrir les enfants défavorisés

Le Soleil – 2022-02-30

Par : Normand Provencher

<https://www.lesoleil.com/2022/03/30/une-cuisine-dans-saint-roch-pour-nourrir-les-enfants-defavorises-dfce46ee38a16eccc8d28d4b4d977d18>

Ils sont de plus en plus nombreux les enfants à se présenter à l'école le ventre vide et et sans rien ou presque dans leur boîte à lunch. Soucieux de pousser plus loin son engagement, l'organisme communautaire Le Pignon bleu, installé dans le quartier Saint-Sauveur depuis 1991, a décidé de se lancer dans la construction d'une immense cuisine de production pour aider davantage d'enfants défavorisés à compter de l'automne.

«Ça fait trois ans que la directrice général (du Pignon Bleu) nous dit qu'on n'est plus capable de répondre à la demande. Plusieurs écoles appellent pour dire qu'il y a de plus en plus de pauvreté chez les élèves. Ça fait longtemps qu'on y pense, mais cette fois on passe à l'action», lance avec enthousiasme Alain Rioux, responsable d'une campagne de financement qui a permis d'amasser jusqu'à maintenant 2,4 millions\$ sur un objectif de 3,3 millions\$.

La nouvelle cuisine, «grande comme un gymnase», sera construite dans un immeuble de 15 000 pieds carrés, remis à neuf, près de Lauberivière, dans le quartier Saint-Roch. L'édifice comprendra trois étages qui accueillera également des entrepôts frigorifiés et des bureaux administratifs.

Or, dans un contexte économique qui a vu les chaînes d'approvisionnement fragiliser, le manque de main-d'oeuvre empirer et les prix s'envoler, les instigateurs du projet ont été forcés de revoir leur budget à la hausse. Le «trou» à combler oscillerait entre 500 000\$ et un million\$, d'où un appel à des donateurs privés ou des entreprises. «Ce n'est pas rien, mais on va y arriver. Il y a tellement de gens qui sont sensibles à cette cause-là», mentionne M. Rioux, qui compte également sur un coup de pouce des différents paliers de gouvernement.

Objectif de 11 000 enfants

À titre de «p'tit gars du quartier» Saint-Sauveur, Alain Rioux est le premier à porter la cause du Pignon bleu dans son coeur. L'homme d'affaires est impliqué au Pignon bleu depuis plus de 25 ans. Il est à même de voir l'importance de redonner au suivant afin de combattre la pauvreté dans les familles.

À l'heure actuelle, quelque 9000 enfants «qui ne mangent pas à leur faim» reçoivent une aide alimentaire du Pignon Bleu. Grâce à la nouvelle cuisine, on compte en rejoindre 2000 de plus, réparties dans 22 écoles. Les dîners et collations sont livrés chaque jour à bord de camions.

L'ouverture de la cuisine du Pignon Bleu devrait avoir lieu dans le courant de l'automne. «On aurait aimé que ça parte avec la rentrée scolaire, mais avec le retard dans la construction, surtout au niveau de l'approvisionnement en matériaux, ça devrait être retardé en octobre ou novembre», précise M. Rioux.

Une fois la cuisine en fonction, la maison mère du Pignon Bleu, située sur la rue Saint-Vallier Ouest, conservera sa fonction socio-éducative auprès des familles du secteur. L'organisme est



également reconnu comme entreprise d'insertion par Emploi-Québec. On y offre des formations en cuisine et des activités de formation professionnelle, contribuant ainsi à fournir une main-d'oeuvre non négligeable aux restaurateurs qui souffrent d'un manque de personnel.

[Retour à la table des matières](#)



Une clinique mobile à Mont-Tremblant

L'Info du Nord – 2022-03-30 – p. 30

Par : Laureen Peers

Ville de MONT-TREMBLANT **AVIS PUBLIC**

PROCÉDURE DE DEMANDES DE SCRUTIN RÉFÉRENDAIRE
AVIS AUX PERSONNES HABILÉES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE LA VILLE DE MONT-TREMBLANT

PRENEZ AVIS QUE :

- Lors d'une séance extraordinaire du conseil tenue le 17 mars 2022, le conseil municipal de la Ville de Mont-Tremblant a adopté, par la résolution CM22 03 159, le **Règlement (2022-102-45-2 modifiant le règlement (2008-162 concernant le zonage relativement à la résidence de tourisme dans la zone RC-400**. Ce règlement vise à retirer l'usage résidence de tourisme de la zone RC-400.
- Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné, soit la zone RC-400 de la Ville de Mont-Tremblant, peuvent demander que ce règlement fasse l'objet d'un scrutin référendaire en inscrivant leur nom, adresse et qualité et en apposant leur signature dans un registre ouvert à cet effet. **À l'avenir, ces personnes doivent établir leur identité en présentant l'un des documents suivants :**
 - carte d'assurance-maladie;
 - permis de conduire;
 - passport;
 - certificat de statut d'indien;
 - carte d'identité des Forces canadiennes.
- Le registre sera accessible de 9 h à 19 h, le **jeudi 14 avril 2022**, au Service du greffe de la Ville de Mont-Tremblant situé au 1145, rue de Saint-Jovite à Mont-Tremblant.
- Le nombre de demandes requises pour que le règlement (2022)-102-45-2 fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de **22**. Si ce nombre n'est pas atteint, le règlement (2022)-102-45-2 sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter de la Ville de Mont-Tremblant.

Conditions pour être une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire de l'ensemble de la Ville de Mont-Tremblant :

Est une personne intéressée :

- Une personne physique** qui, le **17 mars 2022** et au moment d'exercer son droit, n'est frappée d'aucune incapacité de voter en vertu de la loi et qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :
 - être une personne physique domiciliée sur le territoire de la Ville de Mont-Tremblant et, depuis au moins six mois à Québec;
 - être, depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la Ville de Mont-Tremblant.
- Une personne physique** doit également, le **17 mars 2022** et au moment d'exercer son droit, être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
- Une personne morale** qui est habile à voter exerce ses droits par l'entremise de l'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne à cette fin par résolution. La personne ainsi désignée doit également, en date du **17 mars 2022** et au moment d'exercer ses droits :
 - être majeure;
 - être de citoyenneté canadienne;
 - ne pas être en curatelle, et
 - ne pas être frappé d'une incapacité de voter au sens de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2.2).
- Les **copropriétaires indivis d'un immeuble** qui sont des personnes habiles à voter désignent parmi eux, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrite sur la liste référendaire et qui n'a pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre, à savoir :
 - à titre de personne domiciliée;
 - à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
 - à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise;
 - à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble.
- Les **personnes morales, les copropriétaires et cooccupants** doivent produire leur résolution ou leur procuration en même temps que la demande. Elle prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'est pas remplacée.
- Sauf dans le cas d'une personne désignée comme représentant d'une personne morale, ou par la personne désignée comme représentant de plusieurs personnes morales, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

7. Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé à partir de 19 h 05 le 14 avril 2022 aux personnes présentes au Service du greffe.

Le règlement peut être consulté pendant les heures d'accessibilité au registre et du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30 au Service du greffe situé au 1145, rue de Saint-Jovite à Mont-Tremblant.

Donné à Mont-Tremblant, ce 30 mars 2022.

Claudine Fréchette, greffière

Une clinique mobile à Mont-Tremblant

LAUREEN PEERS
lpeers@nmedias.ca

La clinique mobile Book Huminataire sera présente le 20 avril à La Samaritaine de Mont-Tremblant. L'occasion idéale pour aider les plus vulnérables à avoir accès à un médecin et une infirmière sans rendez-vous.

« Ce sont eux qui nous ont appelés avec la demande parce qu'ils veulent vraiment desservir plus les Laurentides et monter, je pense, jusqu'à Mont-Laurier. On trouvait ça intéressant, comme notre clientèle est quand même plus vulnérable et n'a souvent pas de médecin de famille et, ou, est en situation de pré-itinérance. Donc, on va les accueillir une fois par mois dans nos locaux », explique Caroline Dumouchel, directrice générale de La Samaritaine de Mont-Tremblant.

La clinique mobile sera « super équipée » pour aider ceux qui ne peuvent se rendre dans les centres médicaux.

« Des fois, un renouvellement de médicaments peut avoir des conséquences sur beaucoup de choses. Un changement de pansement à vérifier ou les oreilles aussi, des fois, ce sont des choses simples, mais que la personne qui n'a pas de voiture pour aller à l'hôpital de Sainte-Agathe, ne pourra faire, comme c'est loin. »

UNE COMBINAISON D'AIDE

La clinique mobile sera stationnée à La Samaritaine le 20 avril de 10h à 12h30. Si cela tombe systématiquement un mercredi, n'est pas le fruit d'un hasard. Effectivement, le mercredi est le jour où des navettes gratuites sont proposées par la ville de Mont-Tremblant, pour se rendre au Centre d'entraide, afin d'avoir accès au comptoir alimentaire mis en place.

« Les gens vont pouvoir prendre la navette, venir ici, faire autant des achats en fonction des besoins, voir un médecin ou simplement l'infirmière pour être rassuré et avoir accès au comptoir alimentaire », indique Mme Dumouchel.

PAS UNIQUEMENT MONT-TREMBLANT

La directrice générale raconte que sa clientèle s'est élargie en raison de la pandémie. En plus de desservir les « villages aux alentours au comptoir alimentaire, les gens viennent de La Conception, Hébertville, Mont-Bianc, et ça peut aller jusqu'à Lac-des-Pilages. »

« Oui, il y a de la richesse à Tremblant, mais le coût de la vie a tellement augmenté au cours des derniers mois, qu'on a maintenant des gens qu'on n'avait jamais vus. Les salaires ne vont pas en conséquence, donc les gens qui étaient dans une situation correcte se retrouvent à venir une fois par mois au comptoir alimentaire. »

La clinique mobile Book Huminataire sera présente le 20 avril à La Samaritaine de Mont-Tremblant. L'occasion idéale pour aider les plus vulnérables à avoir accès à un médecin et une infirmière sans rendez-vous.

«Ce sont eux qui nous ont appelés avec la demande parce qu'ils veulent vraiment desservir plus les Laurentides et monter, je pense, jusqu'à Mont-Laurier. On trouvait ça intéressant, comme notre clientèle est quand même plus vulnérable et n'a souvent pas de médecin de famille et, ou, est en situation de pré-itinérance. Donc, on va les accueillir une fois par mois dans nos locaux», explique Caroline Dumouchel, directrice générale de La Samaritaine de Mont-Tremblant La clinique mobile sera «super équipée»pour aider ceux qui ne peuvent se rendre dans les centres médicaux.

«Des fois, un renouvellement de médicaments peut avoir des conséquences sur beaucoup de choses. Un changement de pansement à vérifier ou les oreilles aussi, des fois, ce sont des choses



simples, mais que la personne qui n'a pas de voiture pour aller à l'hôpital de Sainte-Agathe, ne pourra faire, comme c'est loin.» **UNE COMBINAISON D'AIDE** La clinique mobile sera stationnée à La Samaritaine le 20 avril de 10h à 12h30. Si cela tombe systématiquement un mercredi, n'est pas le fruit d'un hasard. Effectivement, le mercredi est le jour où des navettes gratuites sont proposées par la ville de Mont-Tremblant, pour se rendre au Centre d'entraide, afin d'avoir accès au comptoir alimentaire mis en place.

«Les gens vont pouvoir prendre la navette, venir ici, faire autant des achats en fonction des besoins, voir un médecin ou simplement l'infirmière pour être rassuré et avoir accès au comptoir alimentaire», indique Mme Dumouchel.

PAS UNIQUEMENT MONT-TREMBLANT La directrice générale raconte que sa clientèle s'est élargie en raison de la pandémie. En plus de desservir les «villages aux alentours au comptoir alimentaire, les gens viennent de La Conception, Brébeuf, Mont-Blanc, et ça peut aller jusqu'à Lac-des-Plages.» «Oui, il y a de la richesse à Tremblant, mais le coût de la vie a tellement augmenté au cours des derniers mois, qu'on a maintenant des gens qu'on n'avait jamais vus. Les salaires ne vont pas en conséquence, donc les gens qui étaient dans une situation correcte se retrouvent à venir une fois par mois au comptoir alimentaire.» lpeers@inmedias.ca

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



L'Afrique face aux retombées économiques de la guerre en Ukraine

La Presse – 2022-03-16

Par : Patrick Markey, avec les bureaux de l'AFP en Afrique

<https://www.lapresse.ca/international/afrique/2022-03-16/l-afrique-face-aux-retombees-economiques-de-la-guerre-en-ukraine.php>

(Lagos) Du Nigeria au Malawi, les pays africains souffrent déjà des retombées économiques de l'invasion russe en Ukraine, entre hausses des prix des produits de première nécessité et de ceux du pétrole, faisant craindre une aggravation de la pauvreté dans tout le continent.

À plus de 100 dollars le baril, les cours mondiaux de l'or noir ont atteint au début de la guerre leur plus haut niveau depuis dix ans, augmentant significativement les prix du carburant, notamment au Nigeria, où ils ont doublé.

Trois semaines après le début de la guerre, les coûts grimpent et avec eux, l'inquiétude notamment pour la sécurité alimentaire, car l'Ukraine et la Russie sont d'importants fournisseurs de blé et de céréales pour l'Afrique.

Avec les sanctions contre Moscou, le prix des engrais monte en flèche. Une menace pour les récoltes africaines qui risque de faire grimper encore plus le coût des denrées alimentaires. « La guerre en Ukraine signifie la faim en Afrique », a déploré dimanche la directrice générale du FMI Kristalina Georgieva.

Pour Julius Adewale, boulanger nigérian, la hausse du prix du carburant est une catastrophe. Comme beaucoup au Nigeria, il dépend des générateurs à essence, car le réseau national ne fournit depuis peu que quelques heures d'électricité par jour.

« Il n'y a plus de courant depuis hier et nous tournons au générateur », se lamente Julius dans sa boulangerie à Lagos, capitale économique. « Le coût de production a considérablement augmenté ».

Le Nigeria, premier producteur de pétrole et première économie d'Afrique, doit importer la majorité de son carburant à cause de ses capacités insuffisantes de raffinage, ce qui rend le marché intérieur vulnérable.

Plusieurs compagnies aériennes locales ont récemment annoncé devoir annuler des vols à cause d'une pénurie de carburant. Et le prix à la pompe a plus que doublé pour atteindre 1,60 euro/litre. « Je ne sais pas comment on va s'en sortir parce que 70 % des industries dépendent du carburant », a souligné à la presse locale Lanre Popoola, président régional de l'Association des industriels du Nigeria (MAN).

Défis considérables

La guerre en Ukraine va provoquer différentes conséquences économiques selon les pays africains, explique Amaka Anku, analyste au cabinet de conseil Eurasia Group. Elle évoque d'abord l'inflation pour les importateurs de matières premières ou de pétrole, comme le Nigeria qui en plus subventionne le carburant, creusant un peu plus son déficit.



D'autres comme le Ghana, très endetté, devront faire face à des coûts d'emprunt plus élevés, estime Mme Anku.

Toutefois à plus long terme, des pays producteurs de gaz, comme la Tanzanie ou le Nigeria, ou futurs producteurs, comme le Sénégal, pourraient bénéficier de la baisse des importations européennes de gaz russe, affirme Danielle Resnick, de la Brookings Institution.

« Malgré ces possibilités, à court terme, l'invasion de l'Ukraine pourrait poser des difficultés aux ménages africains, au secteur agricole et à la sécurité alimentaire », insiste-t-elle.

Notamment en Éthiopie, où 20 millions de personnes touchées par la sécheresse et un conflit ont besoin d'aide alimentaire.

Le Kenya, troisième économie d'Afrique subsaharienne, importe habituellement un cinquième de ses céréales de Russie et 10 % d'Ukraine, selon les chiffres officiels.

Et déjà, les prix augmentent. Un sac de 50 kg d'engrais coûte désormais 6500 shillings kényans (52 euros) contre 4000 shillings l'année dernière (32 euros).

En Ouganda, les prix du savon, du sucre, du sel, de l'huile de cuisson et du carburant flambent, selon le gouvernement.

« Victimes de la guerre »

La plupart des produits de base sont produits localement, mais certains ingrédients sont importés et leurs prix sont dictés par les chocs sur les marchés internationaux.

le ministre ougandais des Finances, David Bahati

Ritah Kabaku, vendeuse de 41 ans à Kampala, la capitale, explique qu'elle dépense en moyenne 1,25 euro par jour pour la nourriture et les autres produits de première nécessité.

« Mais cela ne suffit plus. Je dépense maintenant plus du double. »

Inquiète de l'inflation alimentée par l'invasion russe en Ukraine, la banque centrale mauricienne a relevé son taux directeur à 2 %, une première depuis 2011.

« Il est regrettable qu'au moment où le ciel se dégage après la COVID-19, d'autres nuages soient apparus », a déclaré le premier ministre mauricien Pravind Kumar Jugnauth lors d'une allocution télévisée.

Au Malawi, les prix du pain et de l'huile de cuisson ont augmenté d'environ 50 %.

« Cette guerre ne nous concerne pas et ce n'est pas juste que nous devions payer un prix aussi élevé », s'insurge Fatsani Phiri en achetant son pain à Lilongwe, la capitale.

« Nous ne pouvons pas toujours être les victimes chaque fois qu'une guerre éclate quelque part dans le monde. »

[Retour à la table des matières](#)



Marcel Groleau invite la population à donner généreusement

Hebdo Régional – 2022-03-16 – p. 8

Par : Frédéric Desjardins

Une initiative de la MRC Roberval-Clérice, en collaboration avec le syndicat local de l'UPA Roberval-Clérice et réalisée grâce à la participation financière du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) dans le cadre du programme Terroires : priorité bioalimentaire.

LES INONDATIONS

Les inondations font partie de la vie des habitants de la vallée de la rivière Chaudière. On pourrait même dire que ce sont des événements dans la vie des Beaucerons qui forgent leur identité. Elles peuvent arriver à tout moment de l'année, soit causées par de fortes pluies, une fonte des neiges rapide ou la présence d'embâcles (le cours de la rivière bloqué par la présence de glaces). La présence de milieux urbanisés à proximité des cours d'eau peut accentuer l'apport d'eau. En effet, les surfaces imperméables comme les routes et les bâtiments ne permettent pas l'absorption de l'eau dans le sol. De plus, en milieu rural, l'eau s'écoule plus rapidement sur les terres en culture, crantées ou pas, comparativement aux terres forestières. Finalement, la perte de milieux humides au profit de l'activité humaine se traduit en perte de zone de rétention de l'eau pouvant limiter l'ampleur des inondations.

Les producteurs agricoles des villes de Saint-Joseph-de-Beauce, de Beauport et de la municipalité de Saint-Joseph-des-Érables cultivent depuis longtemps les terres en zones inondables, communément appelées les fonds de la rivière Chaudière. En effet, les premiers habitants de la Beauce sont venus s'installer à Saint-Joseph-de-Beauce en raison de la présence de ces terres fertiles nourries d'éléments fertilisants transportés par la rivière lors de la crue des eaux. Toutefois, le passage de l'eau sur ces terres peut aussi transporter ces éléments fertilisants dans la rivière et être source de pollution. Les producteurs agricoles sont donc conscients que la culture en zone inondable doit être réalisée avec le souci de préserver le réservoir en eau. C'est en ce sens que le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a récemment encadré cette pratique afin d'assurer une meilleure protection de nos cours d'eau. C'est d'ailleurs dans les plans agroenvironnementaux de fertilisation (PAEF), qui s'avèrent des outils de gestion déterminants en milieu agricole, que le respect de cet encadrement est validé. Aidés par des agronomes et des spécialistes, ces plans sont des documents réglementaires qui définissent les modalités de fertilisation des sols, en tenant compte de la nature du sol et de leur capacité à recevoir des nutriments fertilisants. Comme tous les risques de contamination des cours d'eau avec des éléments fertilisants, ce sont généralement des cultures pérennes, comme les prairies permanentes qui sont cultivées sur ces superficies.

Cultiver en zone inondable représente aussi un défi de taille pour les agriculteurs puisque printemps les producteurs agricoles doivent nettoyer leurs champs. Malheureusement, ceux-ci y retrouvent différents objets issus de l'activité humaine en plus des autres débris tels que les branches et troncs d'arbres. De plus, puisque les inondations peuvent arriver à tout moment de l'année, le risque de perdre une récolte demeure présent tout au long de la saison de culture. L'accès aux champs peut également être retardé, principalement au printemps, lorsque les glaces tardent à fondre et que les sols gorgés d'eau sont trop instables pour la circulation de la machinerie agricole.

Les fonds de la rivière Chaudière, terres les plus fertiles de notre territoire, sont le reflet de la prospérité agricole de notre milieu. Non seulement caractérisent-ils notre paysage beauceron unique, mais ils nous offrent une vue imprenable sur la rivière et ses vallées.

FRÉDÉRIC DESJARDINS
Journaliste

changer le monde avec moi en contribuant à la campagne de Marcel Groleau, également président du conseil d'administration d'UPA DI.

AGRICULTURE. Ancien président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Marcel Groleau devient le nouveau porte-parole de la campagne de financement Manger local fait grandir le monde. Celle-ci est orchestrée par UPA Développement international (UPA DI).

Lancée en octobre 2021, la campagne encourage les projets d'économie circulaire en Haïti, au Sénégal et au Bénin. Ces derniers soutiennent des cuisines collectives opérées par des femmes, qui s'approvisionnent en produits locaux auprès des producteurs québécois afin de fournir les cantines scolaires de leurs villages.

L'initiative permet aux femmes de développer leur capacité entrepreneuriale et aux écoliers de manger un repas équilibré. Quant aux agriculteurs, ils obtiennent une rémunération pour leurs produits.

«La faim et la malnutrition tenaillent des centaines de millions de personnes dans le monde. Il suffirait de peu pour que ces populations subviennent à leurs besoins. Avec un peu plus que 1\$ par jour, la campagne d'UPA DI offre un repas à un écolier. J'invite les producteurs agricoles à changer le monde avec moi en contribuant à la campagne», dit Marcel Groleau, également président du conseil d'administration d'UPA DI.

REPRODUIRE LE MODÈLE UPA DI souhaite recueillir 1,5 M\$d'ici 2024, soit l'équivalent d'un repas quotidien à 1 500 élèves pour chaque jour de classe.

UPA DI souhaite recueillir 1,5 M\$d'ici 2024, soit l'équivalent d'un repas quotidien à 1 500 élèves pour chaque jour de classe. Soit le même projet d'économie circulaire ont déjà fait leurs preuves. En Haïti, cet plus de 100000 repas qui ont été servis aux écoles de la maternelle à la troisième année. Le but est maintenant de reproduire ce schéma en terres africaines.

En appuyant les organisations professionnelles agricoles dans les pays du Sud, UPA DI aide les agriculteurs à assurer l'autonomie alimentaire de leur communauté. Ces femmes et ces hommes vivent les mêmes problèmes que nous, mais avec un coefficient de difficulté beaucoup plus élevé. Grâce à nos partenaires et donateurs, nous pouvons faire grandir le monde. C'est à dire appuyer l'agriculture familiale pour lutter contre la pauvreté rurale et assurer la sécurité alimentaire des communautés», mentionne Hugo Beaupré-Langelier, secrétaire général d'UPA DI.

Pour faire un don, visitez jedonneenligne.org ou appelez 1-877-665-6655.

VOUS ÊTES À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI?

Consultez la section EMPLOIS sur notre site web

Québec | Roberval-Clérice | UPA | Développement international | Beauce

AGRICULTURE. Ancien président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Marcel Groleau devient le nouveau porte-parole de la campagne de financement Manger local fait grandir le monde. Celle-ci est orchestrée par UPA Développement international (UPA DI). Lancée en octobre 2021, la campagne encourage les projets d'économie circulaire en Haïti, au Sénégal et au Bénin. Ces derniers soutiennent des cuisines collectives opérées par des femmes, qui s'approvisionnent en produits locaux auprès des producteurs québécois afin de fournir les cantines scolaires de leurs villages.

L'initiative permet aux femmes de développer leur capacité entrepreneuriale et aux écoliers de manger un repas équilibré. Quant aux agriculteurs, ils obtiennent une rémunération pour leurs produits.

«La faim et la malnutrition tenaillent des centaines de millions de personnes dans le monde. Il suffirait de peu pour que ces populations subviennent à leurs besoins. Avec un peu plus que 1\$ par jour, la campagne d'UPA DI offre un repas à un écolier. J'invite les producteurs agricoles à changer le monde avec moi en contribuant à la campagne», dit Marcel Groleau, également président du conseil d'administration d'UPA DI.

REPRODUIRE LE MODÈLE UPA DI souhaite recueillir 1,5 M\$d'ici 2024, soit l'équivalent d'un repas quotidien à 1 500 élèves pour chaque jour de classe.



Sur le terrain, des projets d'économie circulaire ont déjà fait leurs preuves. En Haïti, c'est plus de 100 000 repas qui ont été servis aux écoliers de la maternelle à la troisième année. Le but est maintenant de reproduire ce schéma en terres africaines.

«En appuyant les organisations professionnelles agricoles dans les pays du Sud, UPA DI aide les agriculteurs à assurer l'autonomie alimentaire de leur communauté. Ces femmes et ces hommes vivent les mêmes problèmes que nous, mais avec un coefficient de difficulté beaucoup plus élevé. Grâce à nos partenaires et donateurs, nous pourrions faire grandir le monde, c'est-à-dire appuyer l'agriculture familiale pour lutter contre la pauvreté rurale et assurer la sécurité alimentaire des communautés», mentionne Hugo Beaugard-Langelier, secréta

[Retour à la table des matières](#)



132 millions de dollars pour améliorer la sécurité alimentaire et les infrastructures routières en Haïti

Le Nouvelliste – 2022-03-18

<https://lenouvelliste.com/article/234754/132-millions-de-dollars-pour-ameliorer-la-securite-alimentaire-et-les-infrastructures-routieres-en-haiti>

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un don de 102 millions de dollars pour le Projet d'Agriculture Résiliente pour la Sécurité Alimentaire (PARSA). Le Conseil a également approuvé un financement additionnel de 30 millions de dollars pour le projet d'Accessibilité et de résilience rurale en Haïti. Le premier projet soutiendra environ 75 000 ménages dans le secteur agricole (environ 375,000 bénéficiaires) en vue d'améliorer l'accès à la sécurité alimentaire, de garantir les moyens de subsistance en milieu rural et de renforcer la résilience aux aléas climatiques. Le projet de transport renforcera l'accessibilité par la route en tout temps dans les zones touchées par le tremblement de terre et améliorera la résilience du réseau routier.

« Le puissant séisme de 2021 a causé d'importants dégâts dans la péninsule sud. Il a aggravé l'insécurité alimentaire déjà préoccupante dans ces départements alors que des milliers d'agriculteurs ont perdu leurs moyens de subsistance ainsi que leur accès aux marchés. Le projet appuiera notamment des pratiques d'agriculture durable et de gestion des terroirs, ainsi que la réhabilitation des infrastructures rurales, afin de promouvoir des systèmes locaux de production alimentaire plus résilients et d'assurer une croissance économique inclusive », a dit Laurent Msellati, chef des opérations de la Banque mondiale en Haïti.

« La Banque mondiale œuvre à améliorer la sécurité alimentaire et à poursuivre les efforts de réduction de la pauvreté en Haïti, en particulier dans les zones rurales les plus reculées du pays, a poursuivi Laurent Msellati. »

La population d'Haïti souffre de niveaux très élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Selon les estimations les plus récentes de la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC), en septembre 2021, 4,4 millions de personnes étaient en situation de crise. Ce nombre devrait passer à 4,6 millions d'ici juin 2022 en raison d'un accès réduit aux denrées alimentaires de base alors que les revenus restent faibles et que les prix sont en hausse. En outre, la fréquence et l'intensité des événements climatiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes, ont un effet néfaste sur les cultures, les infrastructures et les actifs agricoles, affectant les moyens de subsistance en milieu rural.

Le Projet d'Agriculture Résiliente pour la Sécurité Alimentaire (PARSA) stimulera le secteur agricole par la réhabilitation des infrastructures productives et la création d'opportunités d'emplois temporaires, des subventions en nature et un soutien technique pour promouvoir un accès et une disponibilité accrus d'aliments nutritifs. Le projet ciblera fortement les femmes en tant que bénéficiaires, car elles jouent un rôle de premier plan dans la production et les ventes agricoles. Le projet sera mis en œuvre à la fois dans les régions confrontées à de graves problèmes de sécurité alimentaire et dans les zones touchées par le séisme, à savoir les départements du sud, de la Grand'Anse, des Nippes et du Centre.

Le financement additionnel pour le Projet d'accessibilité et de résilience rurale en Haïti se concentrera sur les segments de route les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, notamment les inondations et les glissements de terrain dans la péninsule du sud. Le



tremblement de terre d'août 2021 a affecté plus de 850 km du réseau routier dans la région sud du pays, entraînant des dommages pouvant atteindre 160 millions de dollars et laissant plus de 450 000 personnes isolées. Cette situation a augmenté la vulnérabilité de la population rurale car certaines parties du pays restent déconnectées pendant des jours ou des semaines, après des catastrophes naturelles.

De plus, le projet intégrera des solutions basées sur la nature dans le cadre de la conception technique, dans la mesure du possible, en mettant l'accent sur des solutions qui se sont avérées efficaces, durables et respectueuses de l'environnement.

[Retour à la table des matières](#)



Éthiopie: toujours aucun convoi d'aide au Tigré, gouvernement et rebelles s'accusent

Le Soleil – 2022-03-29

Par : Agnece France-Presse

<https://www.lesoleil.com/2022/03/29/ethiopie-toujours-aucun-convoi-daide-au-tigre-gouvernement-et-rebelles-saccusent-5dfd6cfd3796ae64587d469f37134999>

Autorités d'Addis Abeba et rebelles du Tigré s'accusent mutuellement de bloquer les convois d'aide humanitaire censés enfin accéder à cette région du nord de l'Éthiopie à la faveur d'une récente «trêve».

Le 24 mars, le gouvernement fédéral du premier ministre Abiy Ahmed a annoncé une «trêve humanitaire illimitée» dans les presque 17 mois de conflit avec les rebelles du Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF) pour permettre «la libre circulation de l'aide humanitaire» vers cette région menacée de famine.

Quelques heures plus tard, les rebelles tigréens avaient indiqué vouloir respecter cette trêve.

Chaque camp a posé ses conditions: le gouvernement a exigé le retrait du TPLF des zones qu'il occupe dans les régions de l'Amhara et de l'Afar, voisines du Tigré ; les rebelles ont réclamé l'arrivée dans «un délai raisonnable» de l'aide humanitaire.

Or depuis, aucun des camions d'aide actuellement positionnés à Semera, capitale de l'Afar, n'a atteint le Tigré, où aucune aide n'est arrivée par la route depuis le 15 décembre.

Dans un communiqué publié mardi, le gouvernement éthiopien assure qu'il «a utilisé tous les moyens disponibles pour secourir ses citoyens dans la région du Tigré, mais n'a pas pu obtenir la coopération de l'autre partie», à savoir le TPLF.

«Les 43 camions d'aide alimentaire que le Programme alimentaire mondial (PAM) a été autorisé (à acheminer) n'a pu être transportée au Tigré en raison de la fermeture de la route (...) par les combattants du TPLF», affirme-t-il.

Mardi matin, comme ces derniers jours, le TPLF a répété qu'«aucune aide humanitaire n'est arrivée au Tigré depuis» l'annonce de la trêve et a dénoncé les «affirmations mensongères» des autorités éthiopiennes, réclamant que la «livraison d'aide humanitaire sans obstacle soit dissociée des questions politiques».

Samedi, les rebelles avaient accusé le gouvernement «de colporter des récits fictifs» quand il affirme que le TPLF «bloque la livraison de l'aide au Tigré».

La situation sur le terrain, en Afar ou au Tigré, est difficile à vérifier de façon indépendante et les organisations humanitaires ne se sont pas exprimées depuis la trêve sur la situation des convois à destination du Tigré.

Le PAM estimait en janvier qu'au Tigré, 4,6 millions de personnes, soit 83% des quelque six millions d'habitants de la région, sont en situation «d'insécurité alimentaire», tandis que deux millions souffrent d'une «pénurie extrême de nourriture».



Depuis mi-février, les opérations humanitaires au Tigré - où plus de 400 000 personnes ont été déplacées par le conflit - sont quasiment interrompues par les pénuries de carburant, de vivres et de liquidités sur place, selon l'ONU.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Un observatoire pour l'égalité femmes-hommes dans la francophonie

Le Devoir – 2022-03-19

Par : Jean-Benoît Nadeau

<https://www.ledevoir.com/societe/686910/un-observatoire-pour-l-egalite-femmes-hommes-dans-la-francophonie>

Les femmes ont parcouru un chemin phénoménal en deux siècles. Mais voici la mauvaise nouvelle : au rythme actuel, il faudra plus de 200 ans pour atteindre la réelle parité entre les sexes, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Et c'est pour faire mentir cette prédiction que l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Université du Québec à Montréal (UQAM) unissent leurs forces pour créer l'Observatoire francophone pour le développement inclusif par le genre (OFDIG), qui a été lancé le 8 mars dernier à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, avec l'ambition d'en faire la référence internationale en la matière d'ici une décennie.

Le premier mandat de l'OFDIG sera de produire des données. « On veut aider au plaidoyer et à l'action en fournissant des chiffres fiables et scientifiques », affirme Catherine Bourassa-Dansereau, codirectrice de l'OFDIG et professeure au Département de communication sociale et publique de l'UQAM.

« L'absence de réels indicateurs nous désensibilise sur la question de l'inégalité », ajoute Marie Langevin, codirectrice et professeure au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'ESG UQAM.

Les données existantes, qui émanent de l'ONU, de la Banque mondiale ou des instituts nationaux de statistique, sont difficilement comparables. « On sait des choses sur les écarts de salaires, mais ici, c'est le salaire horaire médian, là, c'est le salaire annuel », fait valoir Marie Langevin.

On a fait de grands pas [pour l'égalité des genres] au Québec entre 1990 et 2022, mais le dernier bout de chemin sera très dur. Ça ne se réglera pas tout seul.

— Marie Langevin

Les deux collègues veulent lutter contre la discrimination invisible, qui demeure importante, même au Québec. Les femmes sont très présentes en économie solidaire, par exemple, mais en fait de données, rien. Idem dans le milieu universitaire québécois, où les écarts de salaires sont encore de l'ordre de sept dollars l'heure. « Une majorité d'étudiantes fréquentent les universités québécoises, mais on n'a pas de données différenciées sur les directions, les rectorats, les chaires de recherche, sur les cycles supérieurs », indique Marie Langevin.

Les moyens de ses ambitions

Affaires mondiales Canada a promis 300 000 dollars par an et la Commission canadienne pour l'UNESCO soutiendra les chercheuses du Sud par des bourses. « Ça nous assure un financement structurel récurrent. On va pouvoir engager une coordonnatrice, des chercheuses,



une équipe », dit Catherine Bourassa-Dansereau, qui explique que l'OFDIG se concentrera sur l'économie, les systèmes éducatifs et l'enseignement supérieur et la recherche.

Le projet germe à l'AUF depuis 2018, notamment au Bureau des Amériques et au Réseau francophone des femmes responsables dans l'enseignement supérieur et la recherche (RESUFF). L'UQAM a répondu présente sous l'impulsion de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) et du Service aux collectivités, très actifs parmi les groupes de femmes.

Les choses se sont mises en place très vite. Les bureaux régionaux de l'AUF ont lancé un appel aux chercheuses, et les codirectrices ont reçu des dizaines de candidatures. Les travaux ont déjà commencé avec un premier noyau de quatre universitaires du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Maroc et d'Ontario. « C'est un bel exemple de mobilisation régionale francophone », souligne Catherine Bourassa-Dansereau, qui explique que l'équipe travaillera également à l'autre mandat de l'OFDIG, soit répertorier les actions et les étudier.

Le cas des relations internationales

Plusieurs exemples de réalisations sont sortis le même jour au cours d'une table ronde en ligne organisée par la Délégation générale Wallonie-Bruxelles au Québec sur le thème de la « place des femmes dans les relations internationales » qui réunissait plusieurs personnalités féminines venues donner une perspective francophone.

La consule générale de Suisse à Montréal, Line Marie Leon-Pernet, a raconté sa participation dans un nouveau réseau de femmes diplomates suisses pour le processus de paix. L'ancienne députée bruxelloise et sénatrice fédérale Simone Susskind, fondatrice de l'organisme Actions en Méditerranée, est venue parler d'un programme d'échange entre des parlementaires tunisiennes et des députées et mairesses de Belgique.

La députée libérale de Hull, Maryse Gaudreault, à titre de présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, a témoigné de ses efforts pour élargir la politique contre le harcèlement de l'Assemblée nationale à tous les autres parlements francophones.

Elle a fait se dresser bien des cheveux en racontant les conclusions d'une étude produite par l'Union interparlementaire en 2016 auprès d'élues de 39 pays : 82 % des répondantes avaient subi de la violence psychologique ; 44 % avaient reçu des menaces de mort ou de violence physique ; 33 % avaient été victimes de violence économique et 26 % de violence physique. « Peu importe la situation des pays, ce que vivent les femmes parlementaires est remarquablement similaire d'un pays à l'autre », signale-t-elle.

Marie Langevin se réjouit d'ailleurs que l'OFDIG soit au Québec, car les Québécois n'ont pas de quoi se vanter en matière d'égalité des genres. « On a fait de grands pas au Québec entre 1990 et 2022, mais le dernier bout de chemin sera très dur. Ça ne se réglera pas tout seul. »

[Retour à la table des matières](#)